

IN THE UNITED STATES PATENT AND TRADEMARK OFFICE

Express Mail No.: EV 404346547 US
In re application of: Pascal Charroppin
Serial No.: 0 /
Filed: Herewith
For: DEVICE ALERTING TO EXPIRATION IN A FRANKING SYSTEM

Group No.:

Examiner:

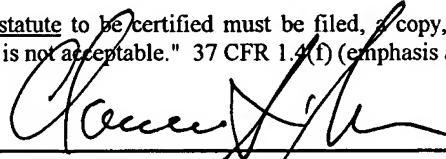
Commissioner for Patents
P.O. Box 1450
Alexandria, VA 22313-1450

TRANSMITTAL OF CERTIFIED COPY

Attached please find the certified copy of the foreign application from which priority is claimed for this case:

Country : France
Application Number : 03 01161
Filing Date : January 31, 2003

WARNING: "When a document that is required by statute to be certified must be filed, a copy, including a photocopy or facsimile transmission of the certification is not acceptable." 37 CFR 1.4(f) (emphasis added.)



SIGNATURE OF ATTORNEY

Reg. No.: 24,622

Clarence A. Green

Type or print name of attorney

Tel. No.: (203) 259-1800

Perman & Green, LLP

Customer No.: 2512

P.O. Address

425 Post Road, Fairfield, CT 06824

NOTE: The claim to priority need be in no special form and may be made by the attorney or agent if the foreign application is referred to in the oath or declaration as required by § 1.63.

(Transmittal of Certified Copy [5-4])

THIS PAGE BLANK (USPTO)



21

BREVET D'INVENTION

CERTIFICAT D'UTILITÉ - CERTIFICAT D'ADDITION

COPIE OFFICIELLE

Le Directeur général de l'Institut national de la propriété industrielle certifie que le document ci-annexé est la copie certifiée conforme d'une demande de titre de propriété industrielle déposée à l'Institut.

Fait à Paris, le 09 JAN. 2004

Pour le Directeur général de l'Institut
national de la propriété industrielle
Le Chef du Département des brevets

Martine PLANCHE

INSTITUT
NATIONAL DE
LA PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE

SIEGE
26 bis, rue de Saint Petersburg
75800 PARIS cedex 08
Téléphone : 33 (0)1 53 04 53 04
Télécopie : 33 (0)1 53 04 45 23
www.inpi.fr

THIS PAGE BLANK (USPTO)



26 bis, rue de Saint Pétersbourg
75800 Paris Cedex 08
Téléphone : 33 (1) 53 04 53 04 Télécopie : 33 (1) 42 94 86 54

BREVET D'INVENTION CERTIFICAT D'UTILITÉ

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI

cerfa
N° 11354*02

REQUÊTE EN DÉLIVRANCE

page 1/2

BR1

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

DB 540 W / 010801

Réservé à l'INPI

REMISE DES PIÈCES

DATE **31 JAN 2003**LIEU **75 INPI PARIS**N° D'ENREGISTREMENT **0301161**

NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI

DATE DE DÉPÔT ATTRIBUÉE **31 JAN. 2003**
PAR L'INPI

Vos références pour ce dossier

(facultatif) **1H240150/212.AD**

1 NOM ET ADRESSE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE À QUI LA CORRESPONDANCE DOIT ÊTRE ADRESSÉE

CABINET BEAU DE LOMENIE
158, rue de l'Université
75340 PARIS CEDEX 07

Confirmation d'un dépôt par télécopie

☐ N° attribué par l'INPI à la télécopie

2 NATURE DE LA DEMANDE

Cochez l'une des 4 cases suivantes

Demande de brevet

☒

Demande de certificat d'utilité.

☐

Demande divisionnaire

☐

Demande de brevet initiale

N°

Date

ou demande de certificat d'utilité initiale

N°

Date

Transformation d'une demande de

☐

brevet européen Demande de brevet initiale

N°

Date

3 TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum)

Dispositif de péremption pour système d'affranchissement

4 DÉCLARATION DE PRIORITÉ OU REQUÊTE DU BÉNÉFICE DE LA DATE DE DÉPÔT D'UNE DEMANDE ANTÉRIEURE FRANÇAISE

Pays ou organisation

Date

N°

Pays ou organisation

Date

N°

Pays ou organisation

Date

N°

☐ S'il y a d'autres priorités, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»

5 DEMANDEUR (Cochez l'une des 2 cases)

☒ Personne morale☐ Personne physiqueNom
ou dénomination sociale

NEOPOST INDUSTRIE

Prénoms

Forme juridique

Société Anonyme

N° SIREN

Code APE-NAF

Domicile

Rue

113, rue Jean-Marlin Naudin

ou

Code postal et ville

91220 BAGNEUX

siège

Pays

FRANCE

Nationalité


Française

N° de téléphone (facultatif)

N° de télécopie (facultatif)

Adresse électronique (facultatif)

☐ S'il y a plus d'un demandeur, cochez la case et utilisez l'imprimé «Suite»Remplir impérativement la 2^{ème} page

REMISE DES PIÈCES DATE LIEU 31 JAN 2003 N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL ATTRIBUÉ PAR L'INPI 0301161		Réservé à l'INPI		DB 540 W / 010801	
Vos références pour ce dossier : (facultatif)			1H240150/212.AD		
6 MANDATAIRE (s'il y a lieu)					
Nom					
Prénom					
Cabinet ou Société			CABINET BEAU DE LOMENIE		
N° de pouvoir permanent et/ou de lien contractuel					
Adresse	Rue	158, rue de l'Université			
	Code postal et ville	7513410 PARIS CEDEX 07			
	Pays	FRANCE			
N° de téléphone (facultatif)			01 44 18 89 00		
N° de télécopie (facultatif)			01 44 18 04 23		
Adresse électronique (facultatif)					
7 INVENTEUR (S)			Les inventeurs sont nécessairement des personnes physiques		
Les demandeurs et les inventeurs sont les mêmes personnes			<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non : Dans ce cas remplir le formulaire de Désignation d'inventeur(s)		
8 RAPPORT DE RECHERCHE			Uniquement pour une demande de brevet (y compris division et transformation)		
Établissement immédiat ou établissement différé			<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>		
Paiement échelonné de la redevance (en deux versements)			Uniquement pour les personnes physiques effectuant elles-mêmes leur propr dépôt <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non		
9 RÉDUCTION DU TAUX DES REDEVANCES			Uniquement pour les personnes physiques <input type="checkbox"/> Requête pour la première fois pour cette invention (joindre un avis de non-imposition) <input type="checkbox"/> Obtenue antérieurement à ce dépôt pour cette invention (joindre une copie de la décision d'admission à l'assistance gratuite ou indiquer sa référence) : AG [] [] [] [] []		
Si vous avez utilisé l'imprimé «Suite», indiquez le nombre de pages jointes					
10 SIGNATURE DU DEMANDEUR OU DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)			VISA DE LA PRÉFECTURE OU DE L'INPI C. CONTE		
Alain DAVID CPI N° 98-0500 					

Domaine de la technique

L'invention se rapporte exclusivement au domaine du traitement de courrier et elle concerne plus particulièrement la mise à jour de données postales dans un système d'affranchissement.

Art antérieur

Il est connu que les systèmes d'affranchissement peuvent comporter un module de lecture de cartes à puce permettant l'échange d'informations par transport physique entre ce système et un centre d'autorisation, en vue principalement de permettre le rechargement en fonds du système ou bien la mise à jour des données postales comme les types de produits ou de services postaux, ou plus simplement les tarifs postaux.

Or, à l'exception du rechargement de fonds auquel l'opérateur ne peut échapper s'il souhaite procéder à l'impression d'empreintes postales nouvelles une fois son crédit épuisé, la mise à jour des données postales, notamment les tarifs postaux, n'est pas une obligation pour l'opérateur qui peut donc, sans forcément le savoir, continuer d'utiliser des tarifs postaux périmés pour affranchir ses articles de courrier. Et, une telle utilisation n'est pas sans risque pour cet opérateur dont les articles de courriers portant une empreinte postale au tarif périmé sont alors susceptibles d'être rejetés par l'administration postale.

Objet et description de l'invention

La présente invention a donc pour objet un système d'affranchissement qui pallie l'inconvénient précité en informant l'opérateur de la nécessité de l'utilisation de nouveaux tarifs postaux. Un but de l'invention est de mettre à jour à la demande de l'opérateur les tarifs postaux nécessaires à l'impression d'une empreinte postale. Un autre but de l'invention est également de mettre à jour les produits et services postaux associés à l'empreinte postale.

Ces buts sont atteints par un dispositif d'alerte de péremption tarifaire pour système d'affranchissement comprenant une mémoire vive pour l'enregistrement de données postales dont une première table de tarifs postaux relatifs à des produits et services postaux et une unité de

traitement pour la mise à jour de ces tarifs postaux, caractérisé en ce que ladite mémoire vive comporte en outre une seconde table de tarifs postaux et en ce que ladite unité de traitement comporte des moyens pour comparer lesdits tarifs postaux des première et seconde tables et pour émettre un message d'alerte de péremption tarifaire pour l'opérateur du système d'affranchissement lorsqu'une date d'application desdits tarifs postaux de ladite seconde table est postérieure à une date d'affranchissement demandée et que l'un desdits tarifs postaux comparés a été modifié.

10 Ainsi, avec l'invention, l'opérateur sera toujours informé en cas d'utilisation de tarifs périmés mais gardera la liberté d'appliquer les nouveaux tarifs proposés.

15 La seconde table de tarifs postaux est chargée dans le système d'affranchissement selon une périodicité définie par l'administration postale, par exemple lors de chaque rechargement de fonds. Elle peut être chargée dans le système d'affranchissement à partir d'un centre informatique distant.

20 L'invention concerne également le procédé d'alerte de péremption tarifaire pour système d'affranchissement comprenant une mémoire vive pour l'enregistrement de données postales et une unité de traitement pour la mise à jour de ces données postales, procédé comportant les étapes suivantes :

25 lorsqu'une date d'application de données postales nouvelles chargées préalablement dans le système d'affranchissement est égale ou postérieure à une date d'affranchissement demandée par un opérateur du système d'affranchissement,

 . comparaison de ces données postales nouvelles avec des données postales courantes présentes dans la mémoire vive, et

30 . émission d'un message d'alerte de péremption tarifaire pour l'opérateur du système d'affranchissement si l'une des données postales comparées a été modifiée.

35 De préférence, les données postales nouvelles sont stockées à l'emplacement des données postales courantes lorsque l'opérateur a accepté la mise à jour de ces données postales et les données postales courantes sont stockées dans une partie vierge de la mémoire vive pour conservation à des fins de contrôle.

Avantageusement, l'émission du message d'alerte de péremption tarifaire est inhibé par l'opérateur à l'exception du premier message d'alerte après la mise en fonctionnement du système d'affranchissement.

- 5 Les données postales comportent des tarifs postaux et/ou des produits et services postaux.

Brève description des dessins

- 10 D'autres caractéristiques et avantages de la présente invention ressortiront mieux de la description suivante, faite à titre indicatif et non limitatif, en regard des dessins annexés, sur lesquels:
- la figure 1 montre un système d'affranchissement comportant un dispositif d'alerte de péremption tarifaire selon l'invention,
 - la figure 2 est une vue schématique des moyens de traitement du
 - 15 système d'affranchissement de la figure 1, et
 - la figure 3 est un organigramme illustrant le procédé mis en œuvre dans le système d'affranchissement de la figure 1.

Description d'un mode de réalisation préférentiel

- 20 La figure 1 montre l'architecture d'un système électronique d'affranchissement pour la mise en œuvre de la présente invention avec une machine à affranchir 10 pouvant être reliée au travers d'une liaison téléphonique spécialisée 12 à un centre informatique d'autorisation distant 14, géré en général par le fabricant ou le concessionnaire de la machine à
- 25 affranchir, ce premier centre informatique étant lui même relié à un second centre informatique 16, en principe un serveur de l'administration postale.

- La structure électronique interne d'une machine à affranchir 10 est illustrée de façon schématique à la figure 2. Elle comporte
- 30 classiquement un module d'impression 100, de préférence à jet d'encre (mais tous autres moyens d'impression connus sont aussi envisageables), commandé à partir d'un dispositif de comptabilisation et de gestion 110 qui reçoit des consignes comme le mode d'envoi ou le montant d'affranchissement d'un organe intégré de saisie 120 (clavier par exemple)
- 35 en liaison avec un module de pesée 130 interne ou externe à la machine à affranchir. Un module d'entrée/sortie 140 assure l'interface avec la ligne

spécialisée 12 et des choix d'options de saisie ou de comptes rendus peuvent être affichés sur un écran intégré de contrôle 150.

Le dispositif de comptabilisation et de gestion qui se présente avantageusement sous la forme d'un module électronique sécurisé, 5 comporte une unité de traitement 200, une mémoire morte de programmes 210 et une mémoire vive de données 220.

La mémoire morte de programmes comporte les instructions nécessaires à la gestion des affranchissements et certaines données fixes relatives à l'utilisateur et inscrites lors de l'installation de la machine 10 (différents numéros d'identification ou clés de cryptage par exemple).

La mémoire vive de données contient les données temporaires nécessaires à l'exécution des instructions précitées, une table 230 de données postales courante, cette table comportant notamment les tarifs postaux en vigueur lors de l'installation de la machine, et une partie 15 sauvegardée 240 contenant les informations nécessaires au contrôle des affranchissements comme le compteur de cycles d'affranchissement, les compteurs des montants d'affranchissement (dits aussi compteurs ascendant et descendant) et les compteurs statistiques nécessaires au suivi du trafic postal. En variante, selon la configuration de la machine 20 envisagée, la table de données postales peut aussi être disposée dans cette partie sauvegardée de la mémoire vive.

En pratique, les dispositifs de comptabilisation et de gestion actuels sont munis pour une question de sécurité (redondance) de deux mémoires vives secourues (de type flash) ou mémoires réinscriptibles, 25 identiques et ayant chacune une capacité maximale suffisante pour enregistrer les différentes données précitées.

Selon l'invention, la mémoire vive 220 comporte en outre au moins une seconde table de données postales 250 destinée à la mise à jour de la table initiale. Le chargement de cette seconde table est effectué 30 selon une périodicité définie par l'administration postale. Pour les tarifs postaux, une modification intervient en général seulement tous les deux, trois ou quatre ans. Toutefois, exceptionnellement, il peut se produire deux modifications dans une année. Pour les produits postaux ou les services postaux dont la liste est plus évolutive, il est conseillé d'effectuer 35 un chargement périodiquement, chaque année par exemple, ou plus régulièrement encore, à chaque échange d'information entre le centre

d'autorisation et le système électronique d'affranchissement, au moment du rechargement en fonds par exemple.

De même, selon l'invention, l'unité de traitement 200 comporte en outre des moyens logiciels pour comparer chaque donnée de la
5 seconde table de données postales avec la donnée correspondante de la table initiale de données postales et pour inscrire à la demande de l'opérateur et moyennant paiement les données de la seconde table 250 à la place des données correspondantes de la première table 230.

Le procédé de gestion de la table de données postales courante
10 est maintenant décrit en regard de la figure 3. Bien entendu, on aura préalablement procédé au chargement d'une nouvelle table de données postales dans la mémoire vive du système d'affranchissement soit, au travers de la liaison téléphonique spécialisée 12, à partir du centre informatique d'autorisation distant 14, soit manuellement par carte à puce
15 (voire par simple échange du module mémoire existant), cette table nouvelle comportant une date d'application pour l'entrée en vigueur des données postales qu'elle incorpore. En effet, en pratique le chargement de cette table sera toujours effectuée avant sa date d'entrée en vigueur effective. La mémoire vive 220 comporte donc après ce chargement une
20 première zone de mémoire comportant la table des données postales en vigueur, que l'on appellera dans la suite de la description mémoire courante, et une seconde zone de mémoire comportant la table de données postales venant d'être chargées et sa date d'application et que l'on appellera par la suite mémoire d'attente.

25 Lorsqu'il est procédé à un premier affranchissement, les informations saisies au clavier relatives au mode d'envoi (urgent, ordinaire, recommandé, etc.), à la catégorie de courrier (colis, lettre de moins de 20g, etc.) et à la destination de cet article de courrier, et éventuellement la valeur de poids obtenue de la balance, permettent à
30 l'unité de traitement de déterminer le produit ou le service postal sélectionné par l'utilisateur dont il faut appliquer la tarification réglementaire. Pour cela, dans une première étape 20, il est procédé à la lecture de la date d'application de la table de données postales stockée dans la mémoire d'attente. Dans une étape suivante 22, il est effectué une
35 comparaison de cette date d'application avec la date courante qui est la date d'affranchissement à porter sur l'article de courrier (qui peut être une

date postérieure à la date du jour du fait d'un post-datage éventuel), et si cette date d'application est postérieure à la date courante, il est procédé dans une nouvelle étape 24 à l'affranchissement de l'article de courrier avec la tarification de la table actuellement en mémoire courante, sans
5 prendre en compte les données stockées en mémoire d'attente dont l'entrée en vigueur n'est donc pas encore effective.

Au contraire, si la date d'application est la date courante ou une date postérieure, alors il est procédé tout d'abord dans une étape 26, à une recherche dans la table stockée en mémoire d'attente des données
10 postales associées à l'affranchissement demandé, puis dans une étape 28, à une comparaison de ces données avec les données correspondantes stockées dans la mémoire courante et, si l'une de ces données a changé (test de l'étape 30), il est adressé à l'opérateur, dans une nouvelle étape 32, un message d'alerte de péremption tarifaire (par exemple au niveau
15 d'un afficheur du système d'affranchissement) l'informant que les données postales utilisées sont périmées et l'invitant à en changer sous réserve d'un crédit nécessaire au paiement des frais de remplacement correspondants (test de l'étape 34). Par contre, si aucune des données postales utilisées pour l'affranchissement demandé n'a été modifiée au
20 niveau de la table en mémoire d'attente, il est alors procédé à l'affranchissement demandé avec les données de la table stockée en mémoire courante (retour à l'étape 24).

Si l'opérateur répond positivement au test de l'étape 34, il est procédé, dans une étape suivante 36, à un transfert complet des données
25 postales de la mémoire d'attente vers la mémoire courante et l'affranchissement demandé est donc effectué une fois ce transfert effectué à partir des données postales nouvelles accessibles maintenant depuis la table stockée dans la mémoire courante. Parallèlement, un paiement est effectué par le dispositif de comptabilisation et un compte rendu est adressé au centre distant par la liaison spécialisée lorsqu'elle
30 existe. Si au contraire, l'opérateur répond négativement au test de l'étape 34, l'affranchissement est alors effectuée avec les données postales alors périmées de la table stockée en mémoire courante (retour à l'étape 24).

Ce processus de mise à jour de la mémoire courante et d'alerte
35 de l'opérateur se répète pour les affranchissements suivants. Toutefois, l'opérateur peut demander (par exemple lors du premier

affranchissement) à ce que le message d'alerte précité (affiché lors de l'étape 32) ne soit pas visualisé automatiquement et donc inhibé pour tous les affranchissements présentant un tarif périmé à l'exception toutefois du premier d'entre eux après la mise en fonctionnement du système d'affranchissement.

L'invention est de mise en oeuvre très simple et économique et peut s'appliquer aux systèmes électroniques d'affranchissement déjà en service moyennant une modification logicielle peu onéreuse et une simple augmentation de sa capacité mémoire. On notera à ce propos, qu'il peut être intéressant de ne pas écraser la table de données postales de la mémoire courante lors de son remplacement par la table nouvelle de la mémoire d'attente, mais de la conserver dans une zone vierge de la mémoire vive à des fins de contrôle. De même, on peut noter que si la description a été envisagée avec une seule table nouvelle, l'homme du métier pourra sans faire oeuvre inventive l'adapter au cas où plusieurs tables nouvelles sont chargées successivement et présentes dans la mémoire d'attente avec des dates d'application différentes, la comparaison des données portant alors sur celles relatives à la table ayant une date d'application antérieure à la date d'affranchissement qui est la plus récente. Dans ce cas, un accord de l'opérateur pour la mise à jour de sa table courante entraînera une suppression automatique de toutes les tables intermédiaires (celles ayant une date d'application inférieure à celle devant être transférée dans la mémoire courante).

REVENDEICATIONS

1. Dispositif d'alerte de péremption tarifaire pour système d'affranchissement comprenant une mémoire vive (220) pour
5 l'enregistrement de données postales dont une première table de tarifs postaux (230) relatifs à des produits et services postaux et une unité de traitement (200) pour la mise à jour de ces tarifs postaux, caractérisé en ce que ladite mémoire vive comporte en outre une seconde table de tarifs postaux (250) et en ce que ladite unité de traitement comporte des
10 moyens (200 ; 26, 28, 32) pour comparer lesdits tarifs postaux des première et seconde tables et pour émettre un message d'alerte de péremption tarifaire pour l'opérateur du système d'affranchissement lorsqu'une date d'application desdits tarifs postaux de ladite seconde table est postérieure à une date d'affranchissement demandée et que l'un
15 desdits tarifs postaux comparés a été modifié.

2. Dispositif selon la revendication 1, dans lequel ladite seconde table de tarifs postaux est chargée dans le système d'affranchissement selon une périodicité définie par l'administration postale.

3. Dispositif selon la revendication 1, dans lequel ladite seconde
20 table de tarifs postaux est chargée dans le système d'affranchissement à partir d'un centre informatique distant (14).

4. Dispositif selon la revendication 2 ou la revendication 3, dans lequel ladite seconde table de tarifs postaux est chargée dans le système d'affranchissement lors de chaque rechargement de fonds.

25 5. Procédé d'alerte de péremption tarifaire pour système d'affranchissement comprenant une mémoire vive (220) pour l'enregistrement de données postales et une unité de traitement (200) pour la mise à jour de ces données postales, procédé comportant les étapes suivantes :

30 lorsqu'une date d'application de données postales nouvelles chargées préalablement dans le système d'affranchissement est égale ou postérieure à une date d'affranchissement demandée par un opérateur du système d'affranchissement,
- comparaison de ces données postales nouvelles avec des données
35 postales courantes présentes dans la mémoire vive, et

. émission d'un message d'alerte de péremption tarifaire pour l'opérateur du système d'affranchissement si l'une des données postales comparées a été modifiée.

5 6. Procédé selon la revendication 5, dans lequel les données postales nouvelles sont stockées à l'emplacement des données postales courantes lorsque l'opérateur a accepté la mise à jour de ces données postales.

10 7. Procédé selon la revendication 6, dans lequel les données postales courantes sont stockées dans une partie vierge de la mémoire vive pour conservation à des fins de contrôle.

15 8. Procédé selon la revendication 5, dans lequel l'émission du message d'alerte de péremption tarifaire est inhibé par l'opérateur à l'exception du premier message d'alerte après la mise en fonctionnement du système d'affranchissement.

 9. Procédé selon l'une quelconque des revendications 5 à 8, dans lequel les données postales comportent des tarifs postaux.

20 10. Procédé selon l'une quelconque des revendications 5 à 8, dans lequel les données postales comportent des produits et services postaux.

1/2

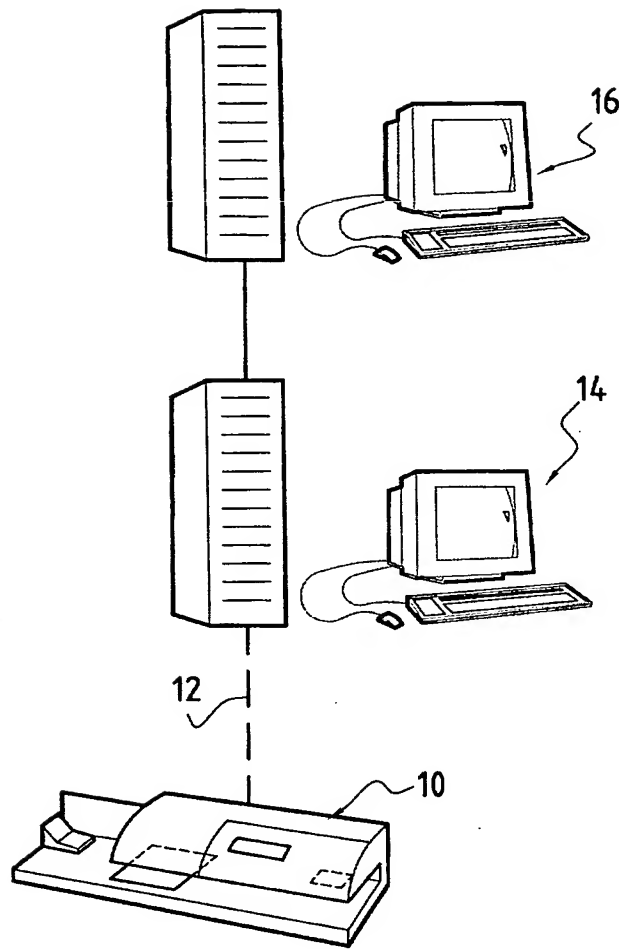
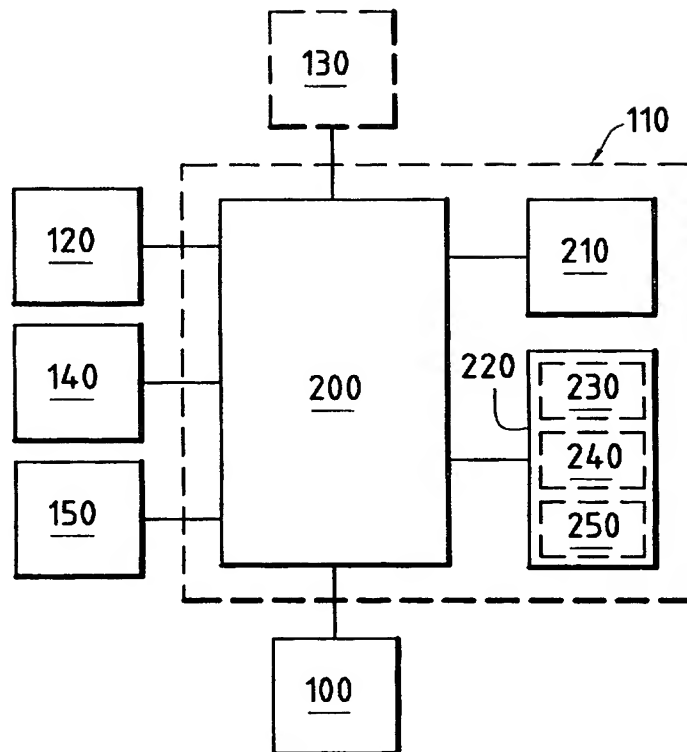


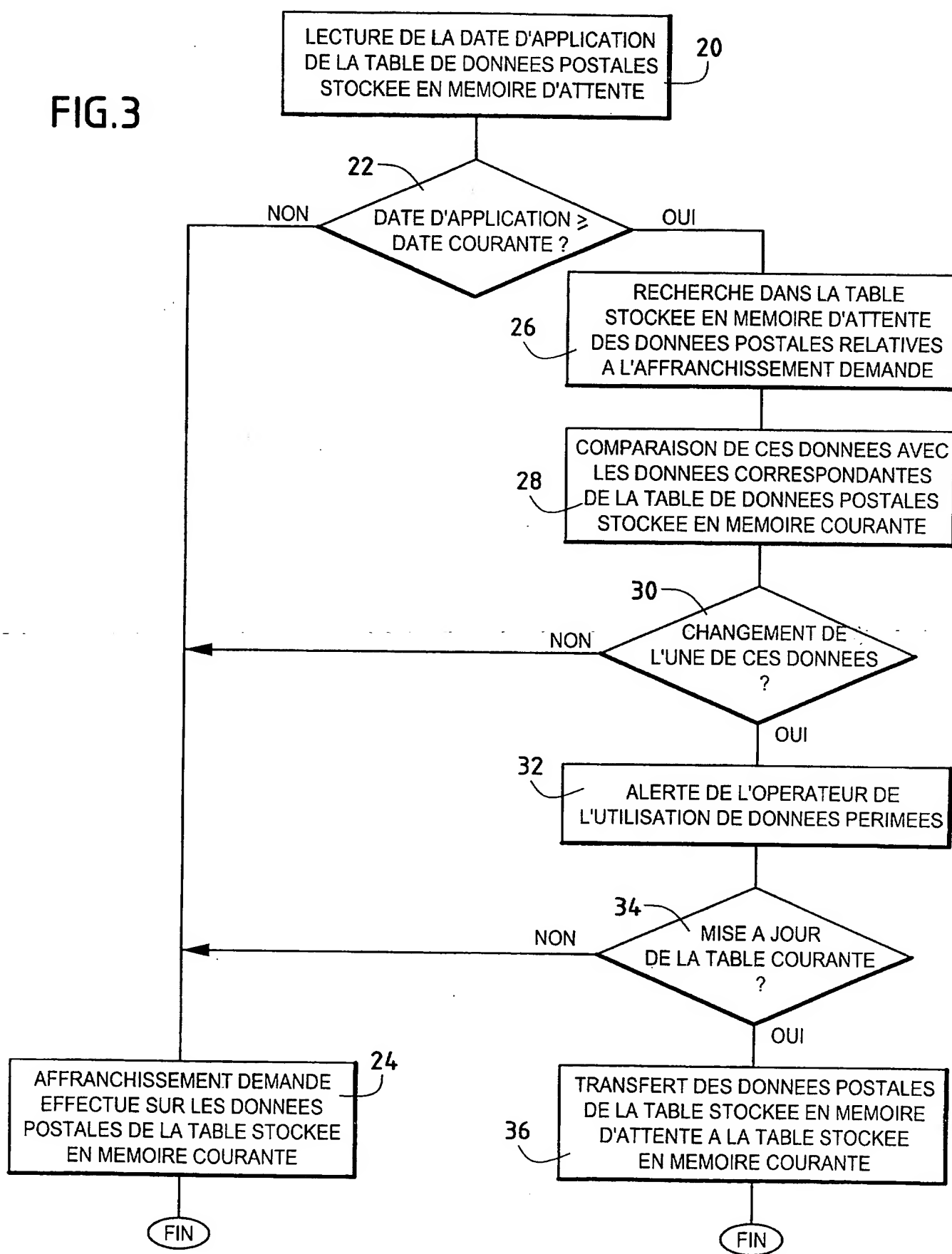
FIG.1

FIG.2



2/2

FIG.3



**BREVET D'INVENTION****CERTIFICAT D'UTILITÉ**

Code de la propriété intellectuelle - Livre VI

**DÉPARTEMENT DES BREVETS**

26 bis, rue de Saint Pétersbourg

75800 Paris Cedex 08

Téléphone : 01 53 04 53 04 Télécopie : 01 42 93 59 30

DÉSIGNATION D'INVENTEUR(S) Page N° 1. / 1.

(Si le demandeur n'est pas l'inventeur ou l'unique inventeur)

Cet imprimé est à remplir lisiblement à l'encre noire

08 113 W / 260899

V s références pour ce dossier (facultatif)		1H24015-212FR AD/LS	
N° D'ENREGISTREMENT NATIONAL		03 01161	
TITRE DE L'INVENTION (200 caractères ou espaces maximum)			
Dispositif de péremption pour système d'affranchissement			
LE(S) DEMANDEUR(S) :			
NEOPOST INDUSTRIE			
DESIGNE(NT) EN TANT QU'INVENTEUR(S) : (Indiquez en haut à droite «Page N° 1/1» S'il y a plus de trois inventeurs, utilisez un formulaire identique et numérotez chaque page en indiquant le nombre total de pages).			
Nom		CHARROPPIN	
Prénoms		Pascal	
Adresse	Rue	54, rue des Merlettes	
	Code postal et ville	78110	LE VESINET FRANCE
Société d'appartenance (facultatif)			
Nom			
Prénoms			
Adresse	Rue		
	Code postal et ville		
Société d'appartenance (facultatif)			
Nom			
Prénoms			
Adresse	Rue		
	Code postal et ville		
Société d'appartenance (facultatif)			
Nom			
Prénoms			
Adresse	Rue		
	Code postal et ville		
Société d'appartenance (facultatif)			
DATE ET SIGNATURE(S) DU (DES) DEMANDEUR(S) OU DU MANDATAIRE (Nom et qualité du signataire)			
Paris, le 15 mai 2003 DAVID Alain CPI N°98-0500			